

Comme je l'ai déjà indiqué, le gouvernement fédéral est très en faveur d'un projet d'une certaine envergure pour la ville de Matane. Telle a toujours été notre position et elle n'a pas changé.

* * *

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

LA SOMME VERSÉE AUX AGRICULTEURS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. La Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest existe depuis dix ans et l'on a annoncé cette semaine que, l'an dernier, les producteurs de grains avaient subi un manque à gagner de 600 millions. Le ministre se rend-il compte que ce versement ne va pas relever les prévisions de revenu de ces agriculteurs et que, en plus de cet argent, ils ont besoin de prêts d'exploitation?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne vois pas comment le député, qui connaît très bien le secteur, peut dire à la Chambre qu'un paiement provisoire de 580 millions ne va pas aider les agriculteurs de l'Ouest. C'est parfaitement ridicule. Je connais bien la situation et je sais que cet argent est utile, même si nous reconnaissons que ce n'est pas suffisant.

ON DEMANDE L'ANNONCE DES VERSEMENTS D'APPOINT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Le ministre s'assurera-t-il que les agriculteurs ont assez d'argent pour exploiter leurs terres cette année? Le gouvernement annoncera-t-il des versements d'appoint pour que les agriculteurs et leurs banquiers sachent que la récolte leur rapportera assez d'argent pour qu'il vaille la peine de semer cette année?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député sait qu'il m'est impossible, en tant que ministre de l'Agriculture, de prendre cet engagement maintenant. Je lui rappelle tous les engagements que nous avons pris et toutes les mesures que nous avons adoptées depuis que nous sommes au pouvoir. Je lui rappelle également la réponse du premier ministre, il y a quelques semaines, qui disait que le gouvernement avait adopté plus de mesures pour l'agriculture et donné plus d'argent au secteur agricole qu'à tout autre secteur, à part le secteur pétrolier. Il reconnaissait que les agriculteurs avaient des problèmes urgents et de la plus grande importance. Les mesures que nous avons prises ne sont pas suffisantes et nous sommes bien prêts à faire davantage. C'est ce que disait le premier ministre. Si ce n'est pas un engagement vis-à-vis du secteur, je ne sais pas ce que c'est.

Questions orales

LES FINANCES

L'ABOLITION DE LA TAXE SUR LES REVENUS PÉTROLIERS ET GAZIERS—LE MANQUE À GAGNER POUR LE GOUVERNEMENT

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, c'est au ministre suppléant des Finances que je m'adresse. Puisque le gouvernement est en train de négocier avec l'Alberta l'abolition de la TRPG, pourrait-il dire à la Chambre comment il envisage, ou comment elle envisage de recouvrer les 2 milliards de dollars de recettes que cette mesure coûtera?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je prends volontiers note de cette question et en saisirai mon collègue qui, j'en suis sûr, pourra répondre au député.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Question suivante. Le député de Winnipeg-Nord-Centre.

* * *

L'EMPLOI

L'ARGENT DÉPENSÉ POUR CRÉER DES EMPLOIS AU MANITOBA

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, c'est à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration que je m'adresse. Je voudrais savoir si c'est vrai qu'elle n'a pas su dépenser tout l'argent dont elle disposait pour créer des emplois au Manitoba au cours de la dernière année financière. S'il est vrai qu'elle devra remettre l'argent qu'elle n'a pas dépensé dans le Fonds du revenu consolidé aux fins de réduire le déficit, comment la ministre peut-elle expliquer la chose, étant donné que le premier ministre s'était engagé au cours de la campagne électorale à ne procéder à aucune compression dans les domaines qui touchent directement la vie des travailleurs canadiens ordinaires?

● (1450)

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député reconnaîtra probablement que les crédits périmés font partie intégrante de la gestion du gouvernement. Je puis lui donner l'assurance que cela s'est produit chaque année par le passé et que les crédits périmés de cette année sont conformes à ce que l'on a observé les autres années.

Par contre, je tiens à donner au député l'assurance que ce que nous sommes parvenus à faire de différent cette année, c'est intégrer au ministère de l'Emploi et de l'Immigration et à la Stratégie de Planification de l'emploi le financement sur plusieurs années, de façon à pouvoir approuver les projets au fur et à mesure qu'ils se présentent.

M. Keeper: Les Canadiens ont élu un nouveau gouvernement pour changer les choses, non pas pour perpétuer les erreurs du passé.